

PROVINCE SÉRIE

La semaine de Philippe Courard

Le secrétaire d'Etat de Hotton pointe ses cinq faits marquants dans l'actualité



1 PRISON À MARCHÉ
"UN DE MES COMBATS"



2 LA PAUVRETÉ
LUTTER POUR LES ENFANTS



3 MOBILITÉ
"NON A UNE TAXE AU KM"



4 AGRICULTURE
"RÉGULATION ÉQUILIBRÉE"



5 LA SAINT-NICOLAS
"TROP COMMERCIALE?"



1. UNE PRISON À MARCHÉ ?

" JE ME BATS POUR QUE CE PROJET SE RÉALISE! "

La Province de Luxembourg ne doit pas devenir une réserve d'indiens et la ligne de train Namur-Luxembourg ne doit pas être le transsibérien wallon. Je me bats, depuis toujours, avec d'autres mandataires politiques, pour le maintien et le développement de services publics. C'est un combat de tous les jours, il faut sans cesse être vigilant: la Poste, les trains, les bus, les hôpitaux, les casernes de l'armée... J'ai parfois l'impression que certains considèrent les Luxembourgeois comme des belges de seconde zone: c'est inacceptable! C'est dans cette optique que je me bats pour que la nouvelle prison soit construite à Marchen-Famenne, parce que c'est une source d'emploi pour les habitants du Luxembourg. De manière plus générale, je trouve que, trop souvent, on oublie de prendre en compte les spécificités et les besoins de notre monde rural. Regardez le dernier exemple en date: les tergiversations d'un ministre sur l'implantation de la prison alors que ce dossier fait l'unanimité politique ici sur le plan local. Que de temps perdu! Une demi-année... C'est pour cela que j'ai défendu et que je défends toujours l'idée d'un ministre de la ruralité pour caricaturer, un ministre des villages. Pas seulement un ministre avec des budgets minuscules qui est la caution rurale d'un gouvernement mais un ministre transversal qui aurait pour mission d'analyser toutes les décisions sous l'angle de l'impact pour les zones rurales - comme le ministre du budget - et qui pourrait les bloquer ou les faire modifier. "

2. COLLOQUE SUR LA PAUVRETÉ À LIBRAMONT

" LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS "

En ce début de semaine, j'ai eu la chance de participer au lancement officiel de l'année européenne 2010 de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale à Libramont. Deux choses m'ont particulièrement ravi lors de cette table ronde initiée par la Province de Luxembourg. La première est que cette séance a mobilisé plus de 250 personnes: les acteurs sociaux, les partenaires de la lutte contre la pauvreté, les gens qui vivent la précarité et le grand public. Preuve que les défis liés à la lutte contre la précarité mobilisent les Luxembourgeois. La seconde repose sur l'objectif d'une telle séance qui apparaît clairement comme une première étape concrète et constructive dans le combat à mener contre toutes les formes de précarité. Une journée de réflexion comme celle menée en Luxembourg permettra à terme de cibler au mieux les actions à mener dans le cadre d'une politique européenne d'éradication de ce fléau. La politique européenne peut parfois sembler bien loin des préoccupations des gens. Et pourtant durant l'année 2010, la Belgique pourra clairement, lors de sa présidence de l'union, durant le second semestre, marquer de son empreinte et de son expertise en matière sociale les politiques à mener pour combattre l'exclusion et la pauvreté.

Lors de cette journée, je me suis clairement positionné sur les priorités que la Belgique mettra en avant lorsqu'elle sera aux commandes de l'Europe. Parmi ces préoccupations majeures figure la lutte contre la pauvreté des enfants. Il est urgent de "casser" ce phénomène de reproduction de la pauvreté de génération en génération. Il est inadmissible que la précarité touche chez nous près de 20% des enfants de 0 à 15 ans. J'ai obtenu

des budgets pour développer de nouvelles mesures concrètes d'accès à la réussite, aux activités ou à l'éducation pour les enfants et les jeunes. La Belgique et l'Europe doivent se donner les moyens d'éradiquer en priorité la pauvreté chez nos enfants.

3. MOBILITÉ

" NON À UNE TAXE AU KM PURE ET DURE "

Dans les zones rurales, si l'on veut travailler, mener une vie sociale, conduire ses enfants à l'école... il est presque impossible de ne pas utiliser une voiture. La proposition de taxer les véhicules au km parcouru revient dans l'actualité. Le secrétaire d'Etat fédéral à la Mobilité, Etienne Schouppe s'est dit favorable à l'introduction d'un système de tarification au kilomètre en Belgique (2012). Soyons clair: à l'heure actuelle la proposition ne me satisfait absolument pas. J'ai

déjà eu l'occasion de dénoncer l'application d'une telle mesure qui dans les zones rurales comme le Luxembourg aurait des répercussions catastrophiques pour le portefeuille des citoyens. Dans les régions isolées ou les transports en commun ne peuvent pallier aux problèmes de mobilité, la voiture est la seule alternative pour la plupart des personnes lors de déplacements professionnels ou autres. Alors bien sûr, il est important, pour des raisons environnementales évidentes, de limiter l'utilisation des véhicules, et surtout, de promouvoir l'utilisation des transports en commun. Mais cela ne peut se concevoir au détriment des personnes qui n'ont d'autres possibilités que d'utiliser leur véhicule privé. Je souhaite aussi trouver des solutions pour résoudre les problèmes de mobilité dans les grands centres urbains ou sur les principaux axes routiers et ainsi réduire les embouteillages et les rejets de CO₂. Mais il est important de réfléchir à un système

qui ne pénalise en rien les habitants des zones plus isolées. De plus l'équipement des véhicules d'un GPS chargé de surveiller le kilométrage parcouru en indiquant aussi où se trouve le véhicule et à quelle heure il roule pose sérieusement le problème de protection de la vie privée. Ces questions en tout cas doivent être débattues avant l'imposition d'un tel système.

4. L'AGRICULTURE: SECTEUR D'AVENIR

" POUR UNE RÉGULATION ÉQUILIBRÉE "

Moment important dans la vie politique européenne, le Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a présenté cette semaine les portefeuilles proposés aux nouveaux commissaires européens qui prendront leur fonction en 2010. Comme moi, le monde agricole attendait certainement avec impatience le nom du nouveau commissaire en charge de l'agriculture et du développement rural. Le Président de la Commission a choisi le commissaire roumain, Dacian Cioloș pour cette fonction importante pour l'avenir du monde agricole. Pourquoi cette actualité me semble-t-elle importante? La dernière crise du lait a démontré une fois encore toute l'incompréhension et la méfiance qu'il y a entre la politique agricole européenne menée par la précédente commissaire européenne Mariann Fischer Boal et le monde de l'agriculture. Je me souviens avoir entendu durant les manifestations de septembre des cris de désespoir comme "on laisse mourir l'agriculture et les agriculteurs". Des témoignages terribles qui illustraient la détresse de toute une profession. Je le vis et le vois au quotidien auprès de certains agriculteurs de ma région. L'agriculture a autant besoin de considération que de mesures concrètes. A ce stade, je constate que le nouveau Commissaire est issu d'un pays où l'exploitation de la ter-

re est une priorité dans son développement économique. J'émet le ferme souhait qu'il puisse porter haut et fort les intérêts des petites et moyennes exploitations agricoles d'Europe, souvent les plus multifonctionnelles mais malheureusement aussi les plus touchées par la crise. Et surtout le message d'une régulation équilibrée! Les problèmes ne peuvent perdurer et l'Europe doit redonner espoir à nos agriculteurs qui sans cesse cherchent des solutions créatives et innovantes pour traverser cette période plus que difficile.

5. LA SAINT NICOLAS

" UN MONDE COMMERCIAL SANS SCRUPULE "

En cette veille de Saint Nicolas, je m'interroge sur sa présence dans les rayons depuis la mi-octobre coïncé entre les objets d'halloween et les décorations de Noël. Mais comment fait ce Saint généreux pour s'y retrouver dans cet immense marché festif. Plus sérieusement, je m'interroge sur les difficultés rencontrées par les parents. Et particulièrement les familles qui ont du mal à nouer les deux bouts. Rentrée scolaire, Halloween, Saint-Nicolas et Noël s'enchaînent dans une cadence folle et ininterrompue. Durant cette longue période, les parents se voient "offrir" par les grandes chaînes de magasins, des cartes de crédit qui vont ronger leur budget. Responsable de la lutte contre la précarité, je me dis souvent que ces moments joyeux et familiaux risquent si l'on n'y prend garde, de devenir des sources d'endettement. Quel que soit le niveau de salaire des parents, les enfants sont tous influencés par la publicité. Alors, en cette période de crise, nous devons redoubler d'attention face à un monde commercial sans scrupule et prendre des mesures pour protéger le consommateur face au risque d'un endettement aux conséquences dramatiques. Préservons les rêves des enfants, c'est formidable. Mais ne tombons pas dans les pièges des régimes du crédit... N'est-ce pas Saint-Nicolas? "

PROPOS RECUEILLIS PAR NADIA LALLEMANT

